

Le collectif antipesticides invite les habitants de Haute Gironde à parler



Des « États généraux des riverains » se tiendront le 15 février à Blaye « pour faire pression sur les élus et le préfet ». Ce dernier doit valider une charte girondine concernant les règles de pulvérisations de pesticides près des habitations.

La question de la sécurité des riverains habitant à côté de parcelles soumises à l'épandage de pesticides a émergé suite à un fait divers blayais. Le 5 mai 2014, 23 enfants et leur institutrice de la commune de Villeneuve avaient été [pris de malaise suite à une intoxication](#) due à la pulvérisation de produits chimiques sur les vignes voisines de l'établissement. Depuis, cette question de santé publique est devenue un enjeu national.

Actuellement, et conformément à la volonté du gouvernement, [une charte d'engagements](#) de protection des habitants, pilotée par la Chambre d'agriculture de Gironde, est en cours d'élaboration. Pour être validée, elle devra être finalisée avant avril puis être soumise ensuite à une consultation publique. Voulant peser sur les pouvoirs publics, l'association blayaise, [Alerte pesticides Haute Gironde \(APHG\)](#), située à Samonac, a décidé d'organiser le 15 février prochain à la citadelle de Blaye des « états généraux des riverains »(1).

Soutien des vignerons bio

Le but est de « faire pression sur le préfet car c'est lui qui validera la charte ». « Il nous faut donc mobiliser les habitants et les vignerons bio qui se posent des questions et qui sont de plus en plus nombreux, explique Henri Plandé de APHG. Quand on a mis en place le collectif, des vignerons bio nous ont soutenus. On a ouvert un dialogue avec eux. Il est important de se parler entre habitants et acteurs du territoire. »

La date du 15 février, à quelques jours des élections municipales, n'a pas été choisie au hasard. « Nous voulons interpeller les élus. **Quel modèle agricole veut-on, quel lien social doit-on établir entre les habitants et les viticulteurs ?** ». À cette fin, l'association collecte

actuellement des témoignages auprès des riverains qui vivent en bordure des exploitations viticoles, précise, Sylvie Nony membre d'APHG.

Les associations partenaires de ce rendez-vous sont nombreuses. Parmi celles-ci figurent, entre autres, des défenseurs de la nature (Sepanso), des médecins (Alerte médecins contre les pesticides), des lycéens (Jaufré Rudel pour le futur), des viticulteurs (Vignerons bio Nouvelle Aquitaine) et des parents d'élèves (Fédération des conseils de parents d'élèves).

Ces états généraux des riverains, qui feront également intervenir des spécialistes autour de trois tables rondes, ont été annoncés au moment où les chiffres publiés par le gouvernement indiquent que les quantités de produits phytosanitaires (herbicides, fongicides, insecticides...) commercialisés en 2018 dans le pays ont augmenté de 22% entre 2009 et 2016. Et cela alors que l'objectif initial était de diminuer de 50% l'usage de ces produits entre 2008 et 2018.

(1) Samedi 15 février, salle Liverneuf de 13 h 30 à 18 h 30.

Renseignements : alertepesticideshaute-gironde.fr

« Ne pas monter les uns contre les autres »

L'initiative des militants opposés aux pesticides ne fait pas l'unanimité chez les viticulteurs... **Nicolas Carreau, président du syndicat viticole [AOC Blaye Côtes de Bordeaux](#)**, estime « qu'une grande partie du problème vient du fait que l'on ne se parle plus. Les viticulteurs sont les premiers à ne pas comprendre que l'on se braque contre eux, alors qu'ils sont les premiers à devoir se protéger ainsi que leur proche voisinage. Et pendant ce temps, une autre partie de la population continue de s'opposer aux viticulteurs, mais pas pour les bonnes raisons. La mise en place de nouvelles règles et des chartes tend à devoir améliorer les choses, mais pour cela, il faut arrêter de monter les uns contre les autres et prendre le temps de se parler ».

Pour **[Jean-Samuel Eynard, viticulteur à Bourg, président de la FDSEA](#)** (syndicat agricole majoritaire), « il faut dépasser les limites d'une manifestation qui tient un discours arrêté et peut appeler en face une réponse radicalisée. Il faut dire que l'on ne travaille plus de la même manière que nos anciens. Tout le monde a pris conscience de la nécessité d'une préservation environnementale. De nouvelles règles sont entrées en application et des chartes sont en cours de rédaction. »



Même vision pour **Vincent Bougès, viticulteur en Médoc et président des Jeunes agriculteurs** : « Il faut quand même mettre en avant tous les efforts qu'ont réalisés les viticulteurs en matière de transition écologique sur l'usage des produits phytosanitaires et en comptant sur les évolutions technologiques. »

De son côté, la députée de Haute Gironde (En Marche) [Véronique Hammerer](#), estime que « les viticulteurs de la circonscription ont lancé une véritable dynamique de sortie des pesticides ». Pour elle, il est nécessaire que viticulteurs et riverains agissent en bonne intelligence lors des périodes de traitement des vignes.

P. L.

Des distances minimales à respecter

Que dit la réglementation sur l'épandage de pesticides près des lieux de vie ? L'Etat a statué en fin d'année sur les distances minimales à respecter. Le [décret du 29 décembre 2019](#) fixe plusieurs conditions. Pour les substances les plus préoccupantes, il faut respecter 20 mètres. Pour les autres produits : 10 mètres. L'association Alerte Pesticides en Haute-Gironde voudrait des distances beaucoup plus larges. Elle ne cesse de le réclamer en participant à l'opération [Nous voulons des coquelicots](#). Ce mouvement, lancé dans « Charlie Hebdo », invite les citoyens à se mobiliser tous les premiers vendredis du mois devant les mairies. Plusieurs rassemblements ont déjà eu lieu en Haute Gironde : à Saint-André, Cartelègue, Samonac, Bourg, Bayon et Berson.

Denis Baldès solidaire : « Si j'accorde le prêt d'une salle pour tenir leur réunion à l'APHG, c'est parce que nous partageons leur combat, déclare le maire de Blaye. J'ai même signé leur pétition. Qui peut dire qu'il boit avec plaisir un verre contenant des pesticides, ne peut prétendre consommer pour sa bonne santé. En même temps, je comprends toutes les difficultés que doivent surmonter les professionnels. Il faut les comprendre et les accompagner à transformer leurs modes de culture ».